

« *DES SOUS... ET DES HOMMES* »

une émission proposée et présentée par Pascale Fourier
sur ALIGRE FM 93.1 en région parisienne
[http ://www.des-sous-et-des-hommes.org](http://www.des-sous-et-des-hommes.org)

ÉMISSION DU 27 MARS 2007

Quand la finance devient prééminente... : SLAM! (2/3)

Avec **Frédéric Lordon**, chercheur au CNRS

Pascale Fourier : « *Notre invité aujourd'hui, pour la deuxième fois, avant la troisième, est Frédéric Lordon, chercheur au CNRS. La semaine dernière, Frédéric Lordon nous avait expliqué les trois piliers qui avaient donné une place plus importante à la finance dans l'économie actuelle. Je l'avais encore sous la main, dans une « aimable conversation », comme il me l'avait demandé. Je vous rappelle le contexte : on était dans un petit bar, au Rostand, au Luxembourg, et il commençait à faire un petit peu froid. Et, vous allez voir, je vais avoir la plus grande difficulté du monde à lui poser enfin une petite question. Alors là, en réalité je crois que c'est une question pour laquelle je pense avoir la réponse... »*

Frédéric Lordon : « Ah, c'est formidable ! Je vais faire des économies de salive ! Tu fais les questions et les réponses. Vas-y ... »

Pascale Fourier : « *...mais peut-être les auditeurs n'ont-ils pas entendu d'autres interventions qui, éventuellement, pourraient les éclairer... Vous parlez depuis le début de mondialisation... On pourrait se dire : « Mais on s'en fiche, il n'y a pas d'incidence » ... Je veux dire : les capitalistes s'amuse entre eux... »*

Frédéric Lordon : « Oui, je me doute que tu as toi-même la réponse, mais, effectivement, il n'est pas inutile de l'articuler une nouvelle fois : non, les capitalistes s'amuse entre eux, mais ils s'amuse entre eux avec leurs jouets. Et leurs jouets, ce sont les salariés. Alors, évidemment c'est très embêtant parce que, de temps en temps, ils cassent leurs automobiles en plastique, ou leurs châteaux forts. J'arrête

avec cette métaphore à deux balles...

Mais, non, non, c'est très grave. Parce que, comme toujours dans cette affaire, au-delà de ses métamorphoses, le capitalisme se reproduit comme structure de domination, ou comme structure de rapports sociaux dans lesquels il y a des dominants et des dominés. Et les dominés, depuis le début, ce sont toujours les mêmes, ce sont les salariés.

Et à quoi on voit leurs conditions de dominés ? Réponse : à ce que ce sont toujours eux qui payent les ajustements en dernière analyse. C'est ça, finalement la grande misère de la condition salariale. C'est qu'elle aboutit à porter sur les hommes un regard instrumental. Il y a des finalités, qui sont celles du capital, qui sont celles de la rentabilité. Ces finalités s'accusent toujours plus sous l'empire de la contrainte actionnariale. Et pour ces finalités-là, le travail humain est un instrument, un objet. La meilleure preuve finalement, c'est que cette objectalisation des hommes est passée dans le langage courant : « ressources humaines », « facteur travail ». Tout est dit. Ce n'est pas parce qu'on a l'habitude des mots que ça leur fait perdre la profondeur de leur sens.

Et alors, dans le cas de la configuration libérale et financière du capitalisme, cette instrumentalisation atteint une intensité, et même une violence qui sont proprement insoutenables, comme on n'en avait pas vu des illustrations depuis de très, très nombreuses décennies. Il faut sans doute remonter à avant la guerre, au capitalisme des années 20, 30 pour observer une telle violence dans les rapports économiques et sociaux.

Et alors, d'où ça vient tout ça ? Ça vient de ce que cette grande transformation, qui est la libéralisation financière, a libéré une puissance du capital, la puissance actionnariale. Mais c'est le propre de la puissance d'aller jusqu'où elle peut. La puissance, elle s'avance jusqu'à ce qu'elle rencontre une force plus grande et opposée qui saura l'arrêter. Mais, dans le nouvel état des structures du capitalisme, il n'y a rien qui puisse arrêter la finance actionnariale, il n'y a rien qui puisse enrayer l'élan de sa puissance. Par conséquent, la puissance actionnariale se soumet toutes les autres : la puissance du capital industriel, mais surtout — car le capital industriel, si tu veux, est en quelque sorte en position intermédiaire — mais surtout les puissances du salariat, qui sont en position dominée, et qui vont porter le poids de cet ajustement-là, c'est-à-dire le poids de tous les requisits liés à la satisfaction du désir actionnarial. Et ce désir, lui, il est en constante expansion, puisque rien ne vient lui donner une norme, rien ne vient lui donner une borne.

Et cette illimitation du désir actionnarial, c'est-à-dire du désir de la rentabilité financière, on peut sinon le mesurer, du moins l'observer au travers d'un certain nombre d'indicateurs, qui sont en particulier les indicateurs de la rentabilité du capital. Et même un indicateur plus spécifique qui mesure la rentabilité du capital action, ce qu'on appelle les « capitaux propres ». Il y a un indicateur qui s'appelle le ROE, en bon Anglais financier : Return On Equity. Alors, ce qui est assez stupéfiant, si tu veux, c'est de voir la dérive que rien ne semble pouvoir enrayer, de ce taux de profit actionnarial tel qu'il est, très concrètement, la mesure de l'intensité du désir de la finance.

Et ce ROE, par exemple il passe de quelques pourcents, au début des années 90 - j'ai le souvenir de m'être penché sur le cas d'une grande banque française, la BNP,

pour ne pas la citer, qui sortait un ROE de 2 ou 3 % au début des années 90 . La BNP vivait tout à fait bien, elle avait des clients, elle investissait... Oui, mais, 2 ou 3 %, pour la finance d'aujourd'hui, et même pour la finance qui commence à prendre son essor au début des années 90, c'est piteux. Donc, ça ne peut pas durer. Alors la BNP, soumise aux contraintes de ses actionnaires, va commencer à faire des efforts. Au milieu des années 90, elle sort 10 %. C'est beaucoup mieux. Puis, en 1999, vient un épisode tout à fait croquignol du capitalisme financier, qui voit la BNP s'opposer à la société générale, dans une espèce de combat de chiffonniers, qui a pour objet un embrouillamini d'OPA et de contre-OPA ayant aussi pour objet une autre banque célèbre qui est Paribas. Et ce grand combat se déroule à la face des marchés financiers et des fonds de pensions qui sont particulièrement alléchés par l'odeur du sang.

Et ce sont eux qui vont être les arbitres de cette gigantomachie financière.

Alors, comment on fait quand on est un acteur du capital industriel? — Je dis acteur du capital industriel puisqu'ici la BNP figure sur cette scène-là en tant que capitaliste industriel, c'est l'industrie bancaire, mais ça ne change rien à l'affaire — comment on fait quand on est un acteur du capital industriel et que son sort va dépendre de ce que le capital actionnarial va lever ou baisser le pouce?

Eh bien, on fait comme on doit faire. C'est-à-dire, on tente de convaincre le capital actionnarial en lui parlant son langage.

Et son langage qu'est-ce que c'est? C'est le relèvement de la rentabilité financière, la satisfaction d'une exigence de cours boursiers toujours plus élevés. Et, à ce moment-là de 1999, voici la BNP et la Société Générale qui commencent à se battre à coups de ROE. Et qui promettent, les uns, un ROE de 16 %, les autres rétorquent : « Moi, ce sera 18 à l'horizon 2002 ». « Eh bien, puisque c'est ça, moi je dis 20 » etc. etc. Donc, là, tu as compris le mécanisme qui, ayant mis les entités du capital industriel dans la main du capital actionnarial, voue les premières à s'engager sur des objectifs de rentabilité du capital qui sont en constant relèvement.

Et la suite de l'histoire n'a fait que valider cette évolution-là. À la fin des années 90, le chiffre magique, tu t'en souviens, c'était les fameux 15 %. BNP et la Société Générale ont déjà fait un, voire deux pas au-delà. Au début des années 2000, avec 15 %, mais mon Dieu, tu es vraiment à classer chez les paralytiques. Il va falloir faire plutôt 20 %.

Et puis, j'ai noté dans un article récent de The Economist, qu'une grande banque américaine avait sorti un ROE de 30 %. Alors là, si tu veux, c'est extraordinaire! Champagne pour tout le monde! Evidemment, tout le monde a bien conscience de ce que ces 30 % sont un peu excessifs rapportés à la moyenne de l'époque et que, en tout cas pour le moment, il font figure d'exception.

Mais la question que je pose est la suivante : où sont les forces qui vont empêcher l'exception d'aujourd'hui de devenir la norme de demain? Et ma réponse est : nulle part. Voilà.

Donc, c'est ça qui me semble tout à fait affolant dans la configuration actuelle du capitalisme, c'est que, ayant libéré une puissance particulière, la puissance actionnariale, ayant abattu absolument toutes les barrières qui pouvaient la retenir, il n'y a pas lieu de s'étonner qu'elle demande plus et toujours plus.

Jusqu'où ceci peut aller? Mais, je n'en sais rien. Si tu veux, jusqu'à des degrés de

maltraitance du salariat, sur qui repose en dernière analyse le fardeau de sortir effectivement des ROE toujours plus élevés, sur lesquels les patrons du capital industriel s'engagent, sous pression de leurs propres actionnaires. Ce capital financiarisé, qui ne connaît plus aucune limite, est voué à explorer des degrés proprement inouïs de maltraitance du corps salarial, avec des conséquences sociales qui finiront un jour par crever, et s'avérer dévastatrices.

Mais quand ? C'est bien ça la question. Et donc, c'est vraiment, là, la raison pour laquelle je me dis qu'il y a urgence à penser de nouvelles régulations de la finance, et à penser des entraves, ou des forces qu'il faudrait opposer à la puissance actionnariale. Sans quoi, c'est une affaire qui risque de très mal se terminer. Et ça, personne n'y a intérêt, les capitalismes eux-mêmes, ça va sans dire. Mais on n'est jamais assuré que les révoltes seront belles. Des fois, ça peut très, très mal finir. Et donc, s'il est possible de l'éviter, alors, oui, creusons-nous la cervelle dès maintenant. Et puis rapidement même, si c'est possible. »

Pascale Fourier : « *Tout à l'heure, tu disais que la BNP avait, avant, un retour sur investissement, un ROE de 2 % puis, ensuite, c'est passé à 10 %. Et normalement, je devrais me dire : "Mais c'est absolument extraordinaire, ça veut dire que l'entreprise est beaucoup plus efficace, qu'elle a su faire en sorte que... Il y a des gens qui ne devaient pas faire grand-chose... et puis, finalement, on a optimisé l'efficacité, c'est bien, c'est normal..."* »

Frédéric Lordon : « Oui évidemment. Mais ça, tu sais bien, le couplet sur l'efficacité, sur les belles endormies, ou, version plus hard, l'entreprise qui roupille, les sous-performants, etc., c'est quand même l'article numéro 1 de la foi libérale. Donc, il faut libérer les forces du marché parce que, finalement, il n'y a pas meilleur aiguillon à la performance que la concurrence elle-même. Sauf que ces entreprises donnaient ce qu'elles avaient à donner, déjà, et assez largement. Les profits en masse de ces entreprises étaient déjà tout à fait ronds.

Mais bien sûr, encore une fois, il n'y a pas de limites à l'intensification du travail. On peut toujours porter les gens à des niveaux de stress, de mise sous tension, à des niveaux toujours plus élevés. On peut toujours faire dégorger une entreprise davantage, jusqu'à ce que les gens finissent par rendre l'âme, au figuré, mais parfois au propre. Ça s'est vu, tout de même, dans quel état sont mis les salariés... C'est impressionnant, à quel niveau de stress, de souffrance au travail. Voilà, c'est ça les résultats de la mise sous tension productive telle qu'elle est imposée par le capital actionnarial.

Il y a des niveaux de sollicitations qui passent les bornes. Et, évidemment, encore une fois, rien dans l'état actuel des structures du capitalisme financier ne s'oppose à cette démesure, et à cette déraison.

Et il est utile d'explicitier les mécanismes par lesquels transitent, avec toute cette violence, ces injonctions du capital action. Et, dans cette affaire, là, on en revient à notre discussion précédente, qui est la discussion sur les trois étages de la libéralisation financière. Cette structure dans laquelle, et j'y insiste de nouveau, le troisième niveau joue un rôle de déverrouillage, qui est tout à fait stratégique.

Parce que, voilà d'une certaine manière, par quels mécanismes ça transite, la pression

de la finance : à partir du moment où les entreprises ont abandonné toute protection capitalistique, et sont offertes à la récupération d'un prédateur financier — lequel prédateur peut être un fonds d'investissement lui-même, ou simplement un concurrent qui attend que la bonne opportunité passe dans son champ de vision — à partir de ce moment-là, le chef d'entreprise est lui-même soumis à des contraintes absolument infernales, puisque, du moment où il ne donne pas entièrement satisfaction à la finance, se déclenche le processus mortel, pour lui, qui va aboutir à son éviction. Et ce processus est le suivant : les marchés financiers observent une stratégie d'entreprise qui, depuis quelques temps déjà, ne leur donne pas satisfaction. Alors, les « marchés financiers » — c' est une espèce d'hypostase, c'est une appellation collective, pour rassembler un certain nombre d'acteurs — ces gens-là, d'abord essayent de faire connaître leurs vues auprès du patron en question. Et puis si jamais ils n'obtiennent pas satisfaction assez vite, c'est très simple, ils votent avec leurs pieds. Voter avec ses pieds, qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire vendre les titres de l'entreprise, tout simplement. Puisqu'on estime que cette entreprise n'est plus le véhicule d'un investissement financier qui donne satisfaction, on s'en débarrasse. Alors, quand il y a suffisamment d'acteurs pour vendre le titre de la même entreprise, que se passe-t-il ? Le cours de l'entreprise baisse. Et à partir du moment où le cours baisse, l'entreprise devient OPABLE. C'est à dire qu'elle devient facile et intéressante à rafler par un acheteur. Et l'acheteur débarque. Et, bien sûr, sa première décision, c'est de mettre à la porte l'équipe qui était en place.

Donc, si tu veux, voilà l'enchaînement fatal par lequel les équipes dirigeantes se retrouvent tenues par tu sais quoi, du fait de leur exposition à la contrainte actionnariale. Et donc, dans cette affaire, c'est ça qui est d'une habileté extraordinairement perverse... enfin "habileté" supposerait qu'il y ait un sujet caché, qui aurait pensé tout ça dans son cerveau génial. Ce n'est pas exactement comme ça que les choses se sont passées, mais enfin, le résultat est le même. Dans cette affaire, les patrons du capital industriel eux-mêmes se retrouvent dans une situation qui est caractérisée par des enjeux de vie et de mort. Donc, tu comprends, à partir du moment où ces gens-là jouent leur existence professionnelle, c'est-à-dire pour eux, quasiment leur existence tout court, dans l'obligation d'avoir à déférer aux requisits de la finance actionnariale, alors tu peux compter sur eux, pour mettre sous tension toute leur organisation, de telle sorte qu'elle finisse par cracher ce que la finance lui a demandé. Et c'est donc par le maillon sensible du patron du capitalisme industriel que transite, mais sans aucune perte en ligne, les injonctions de la finance, qui sont immédiatement reportées dans toute la profondeur du corps social de l'entreprise. Et même bien au-delà, dans toute la profondeur du tissu industriel des sous-traitants. Car évidemment, ce serait une erreur de considérer que cette affaire de mondialisation financière, finalement, elle ne concernerait que les grandes entreprises côtées, disons le CAC 40. Et de se dire que, à côté des géants du CAC 40, il y a quand même toute une palanquée de petites ou moyennes entreprises qui vivent loin de la finance et qui n'ont pas à souffrir de la présence envahissante des fonds de pension, des fonds mutuels, etc. Sauf que les PME en question, les premières d'entre elles sont sous-traitantes des entreprises du CAC 40.

Je pense en particulier à ces PME, qui sont très bien montrées dans le film de Gilles Perret « Ma mondialisation ». Écoute, c'est extraordinaire, ce sont de petites en-

treprises de décolletage de la vallée de l'Arve ; elles ont commencé, mais vraiment, comme de petites entreprises familiales ; on a chassé les vaches de l'étable, et on a mis à la place des machines. Puis ça grossit un peu, etc. Et puis un jour elles vont passer le seuil critique qui va faire basculer ces entreprises dans un tout autre univers. Et ce seuil critique, c'est le moment où elles vont décrocher des contrats particulièrement substantiels de sous-traitance vis-à-vis de grands donneurs d'ordres, qui sont les grands constructeurs automobiles. Alors, eux, ils y sont, dans le CAC 40. Mais, à partir du moment où elle deviennent ainsi dépendantes, parce que 80 % de leur chiffre d'affaire est réalisé avec ces grands donneurs d'ordre, eh bien évidemment elles sont faites aux pattes, c'est bien clair. Ces grandes entreprises ont sur elles un pouvoir extraordinaire, le pouvoir du carnet de commandes, n'est-ce pas. Donc, si nos PME de la vallée de l'Arve veulent continuer à survivre, et ne pas régresser au seuil « étable », il va falloir qu'elles s'ajustent.

Or, tous les ans, la grande entreprise envoie quelques jeunes sabras faire le tour des sous-traitants, avec un objectif très précis en tête : Cette année, braves gens, il va falloir me sortir, me livrer les mêmes pièces, avec la même qualité, mais avec 10 % de coût en moins. Et donc voilà que l'injonction, qui était venue d'une finance très lointaine, des marchés de capitaux internationaux, qui a frappé Peugeot ou Citroën de plein fouet, la voilà qui se retrouve dans la vallée de l'Arve. Mais sans avoir rien perdu de sa force d'injonction, n'est-ce pas. C'est ça qui est extraordinaire.

Et puis, le sous-traitant de premier rang, il a lui-même des sous-traitants qui en ont d'autres à leur tour. C'est tout au long de cette chaîne de sous-traitance que, dans la profondeur du tissu industriel, va se propager l'injonction de la rentabilité financière, auprès d'agents qui pourtant sont très, très loin de toutes ces choses.

C'est là que tu vois l'espèce de tenaille qui se referme sur la plupart des entreprises. Et dont les deux branches sont constituées respectivement par : 1 - la libéralisation financière, et 2 - la concurrence généralisée. Parce que là, bien sûr, avec l'abaissement de toutes les barrières, notamment européennes, et puis internationales par l'OMC, qui régulaient la concurrence jusqu'ici, une fois que toutes ces barrières ont été abattues, alors évidemment les sous-traitants de tous les pays se battent à leur tour comme des chiens pour remporter les marchés.

Et donc, voilà une nouvelle configuration du capitalisme, dans laquelle les injonctions, les réquisitions d'un seul des acteurs — un seul des acteurs, je veux parler de l'acteur actionnarial, l'acteur collectif actionnarial bien sûr — mettent tous les autres dans une situation qui est celle du dernier asservissement. Et tout ceci, encore une fois, parce que l'ultime verrou a cédé, celui qui protégeait les patrons des grandes entreprises industrielles, et qui leur permettait de garder finalement une certaine marge de manoeuvre, et un certain empire vis-à-vis du capital financier. Alors, à partir du moment où ce verrou cède, où les capitalistes industriels sont eux-mêmes exposés dans leur enjeux existentiels les plus chers, alors c'est tout le système qui bascule d'un coup. »

Pascale Fourier : « C'était « *Des Sous et Des Hommes* », en compagnie du Frédéric Lordon, chercheur au CNRS, et qui a écrit récemment un article dans le Monde Diplomatique qui parlait du SLAM qu'il préconise. Vous l'avez vu, c'est un invité un peu difficile à manier mais, on ne s'en lasse pas. Donc, je l'ai encore gardé pour une

troisième émission que je vous invite à écouter la semaine prochaine. À bientôt! »